

A l'occasion du centenaire de la Révolution russe, nous publions en feuilleton – tout au long de l'année – la biographie politique que le théoricien et militant marxiste Tony Cliff a consacrée à Lénine (traduite par Jean-Marie Guerlin). Le premier volume de cette biographie s'intitule Construire le parti.

Lire le premier chapitre ici : [« Lénine devient marxiste »](#).

Le deuxième chapitre : [« Du cercle d'étude marxiste au mouvement gréviste »](#).

Le troisième chapitre : [« Vers la construction du parti »](#).

Le quatrième chapitre : [« Que faire ? »](#).

Le cinquième chapitre : [« Le congrès de 1903 : naissance du bolchevisme »](#).

Le sixième chapitre : [« La lutte contre les libéraux »](#).

Chapitre 7 – La Révolution de 1905

La naissance du syndicalisme policier

Dans le chapitre 4, nous avons décrit la montée tempétueuse du mouvement ouvrier dans les années 1900-1903. Le tsarisme avait réagi comme à son habitude, par une répression dure. Mais il essaya en même temps une nouvelle méthode de détournement de l'énergie révolutionnaire.

En 1901, un rapport de police sur l'état de la main d'œuvre indiquait :

Les agitateurs, cherchant à se redéployer, ont eu quelques succès, malheureusement, dans l'organisation de la lutte des ouvriers contre le gouvernement. Au cours des trois ou quatre années passées le jeune homme russe de bonne compagnie s'est transformé en un type spécial d'intelligent à moitié lettré, qui se sent obligé de vilipender la religion et la famille, de critiquer la loi, et de défier les autorités constituées. Heureusement ces jeunes hommes ne sont pas nombreux dans les usines, mais cette poignée négligeable terrorise la majorité inerte des ouvriers pour les forcer à la suivre.^[1]

Même si ce rapport déformait la situation réelle, il montrait vraiment un changement dans la classe ouvrière : un certain nombre d'ouvriers avaient commencé à adhérer aux groupes révolutionnaires.

C'est afin de déborder et de détourner ce développement qu'une section de la police secrète mit en place une nouvelle forme de syndicalisme policier : le zoubatovisme (Zoubatov était le chef de la gendarmerie moscovite). Dans l'idée, des associations d'ouvriers devaient être constituées avec l'accord de la police, et devaient fournir une entraide coopérative aux travailleurs ainsi qu'une protection contre l'influence des révolutionnaires. Des groupes de ce type furent organisés à Moscou, Odessa, Kiev, Nicolaïev et Kharkov.

Mais les plans de la police ne donnèrent pas les résultats escomptés. Les ouvriers se servirent des organisations légales de Zoubatov pour organiser des grèves et exprimer leurs revendications. En fait, comme l'a raconté l'historien bolchevik [Pokrovsky](#), le résultat du zoubatovisme fut entièrement différent de ce que Zoubatov en attendait :

... à cette époque la majorité des que les travailleurs avaient encore peu de conscience politique (...) le zoubatovisme fut un immense pas en avant pour le développement d'une conscience de classe — la compréhension d'une opposition entre les intérêts de l'ouvrier et de l'employeur. En imitant grossièrement l'agitateur révolutionnaire — souvenons-nous que toute cette entreprise était totalement calquée sur l'agitation sociale-démocrate, là était toute l'idée — les agents de Zoubatov allaient jusqu'à promettre que le gouvernement enlèverait bientôt les usines aux employeurs et les donnerait aux travailleurs. Le gouvernement, disaient-ils, était prêt à tout faire pour les ouvriers s'ils cessaient d'écouter la « petite intelligentsia ». Dans certaines grèves, la police assista concrètement les grévistes, leur versant des soutiens, et ainsi de suite.^[2]

Une grève dirigée par les syndicats de Zoubatov à Odessa en juillet 1902 attira, à la grande surprise des organisateurs, la totalité de la ville et comporta un caractère politique marqué. Des grèves politiques de masse, en 1903, se répandirent dans presque toute la Russie méridionale (Kiev, Ekaterinoslav, Nicolaïev, Elisavetgrad, et d'autres villes). La conséquence en fut que le tsarisme se retourna contre le zoubatovisme. Toutes les associations, sauf celle de Saint-Pétersbourg et de Moscou, furent dissoutes à la fin de 1903 et Zoubatov fut exilé. Mais le tsarisme continuait à vaciller, et en quelques semaines le « socialisme policier » fut réintroduit comme arme contre les mouvements révolutionnaires.

Le syndicat policier de Saint-Pétersbourg s'appelait « l'Assemblée des Ouvriers Russes des Usines et des Ateliers. » Il avait des sections dans tous les districts de la capitale et organisait l'entr'aide et des activités culturelles, éducatives et religieuses. Il était dirigé par le pope [Gapone](#), un aumônier des prisons protégé de Zoubatov.

Le mouvement de Gapone commença comme une entreprise des plus « loyales », innocent de la moindre tentative de se joindre à la lutte entre le travail et le capital. Son but modeste était de donner aux ouvriers l'occasion de se rassembler et de consacrer du temps dans la sobriété à des activités édifiantes. Au début, comme Gapone l'a écrit par la suite, chaque réunion dans la première salle de thé et de lecture « commençait et finissait par des prières ». Lors de l'ouverture officielle de l'Assemblée le 11 avril 1904, après qu'elle ait reçu ses statuts, un service religieux fut célébré, *Dieu garde le tsar* fut chanté trois fois, et l'Assemblée envoya un télégramme au ministre de l'Intérieur, « avec la requête respectueuse de déposer aux pieds de sa majesté impériale le monarque adoré les sentiments les plus obéissants d'ouvriers inspirés par leur amour du trône et de la patrie. »

Le Dimanche rouge

A la fin de décembre 1904, des troubles économiques affectèrent les ateliers de mécanique du géant Poutilov, à Saint-Pétersbourg, qui employait 12.000 ouvriers. La cause directe était anodine : quatre salariés avaient été licenciés pour leur appartenance à l'organisation

de Gapone. Le lundi 3 janvier 1905, ils se transformèrent en une grève pour la réintégration des quatre ouvriers. C'était le début modeste qui mena inexorablement à la révolution.

L'expérience de la révolution russe, comme celle d'autres pays, démontre de manière incontestable que là où les conditions objectives d'une crise politique profonde existent, le plus petit conflit, aussi éloigné qu'il puisse paraître du véritable foyer de la révolution, peut avoir une signification extrêmement sérieuse, comme prétexte, comme goutte d'eau faisant déborder le vase, comme début du revirement dans l'état d'esprit, etc..^[3]

C'est vers l'Assemblée des Ouvriers Russes des Usines et des Ateliers que les travailleurs de Poutilov se tournèrent pour obtenir la réintégration des ouvriers qui avaient été licenciés. La direction de l'assemblée aurait perdu toute crédibilité si elle ne s'était pas portée à la rescousse de ses quatre membres brimés. Elle ne pouvait que tolérer que les ouvriers de Poutilov appellent les ouvriers d'autres usines à la solidarité. De telle sorte que toutes les sections de l'assemblée tinrent des meetings de masse dans Saint-Pétersbourg. Ceux-ci soulevèrent les passions, et passèrent rapidement de l'incident isolé de l'usine Poutilov aux questions générales qui préoccupaient les travailleurs russes — les conditions matérielles extrêmement dures et l'absence complète de droits.

Sous l'influence de l'euphorie générée par ces meetings, le pope Gapone suggéra d'ajouter aux revendications originales de réintégration des quatre ouvriers licenciés et de renvoi du contremaître responsable toute une liste d'autres revendications, qui étaient discutées dans le détail à l'assemblée, mais que les ouvriers n'avaient jamais auparavant osé présenter ouvertement : la journée de huit heures, une augmentation du salaire minimum quotidien de 60 kopecks à un rouble pour les hommes, et de 40 kopecks à 75 pour les femmes, l'amélioration des sanitaires, et des soins médicaux gratuits. A ce stade du mouvement, Gapone réussit à convaincre les travailleurs de limiter leur lutte à des revendications purement économiques. Il leur conseilla de déchirer, sans les avoir lus, les tracts que distribuaient les étudiants, et qui incluaient dans les revendications la lutte contre le tsarisme.

Les dirigeants de l'assemblée pensèrent que ce serait une bonne idée si les ouvriers demandaient au tsar de les soutenir. La police était d'accord : quelques paroles de mansuétude venues du trône, accompagnées de quelques mesures, aussi limitées soient-elles, d'amélioration des conditions de vie des ouvriers suffiraient, pensaient-ils, à empêcher le mouvement de se diriger vers les extrêmes et renforcerait le mythe du tsar ami des ouvriers. Ainsi naquit l'idée d'une pétition et d'une procession solennelle, avec le portrait du tsar, de saintes icônes et des bannières ecclésiastiques. La pétition priait humblement le tsar de satisfaire les doléances des ouvriers. Chantant des prières et des hymnes, les travailleurs déposeraient à genoux la pétition devant le tsar.

Cela dit, pendant que la police faisait des plans, les social-démocrates de Saint-Pétersbourg passaient à l'action. Après un départ lent, ils finirent par intervenir activement dans le mouvement, et connurent quelques succès. Ils envoyèrent des orateurs dans les réunions de district de l'assemblée, et réussirent à présenter des résolutions et des amendements au texte original de la pétition. En fait, c'est le groupe menchevik qui prit cette initiative (nous parlerons plus loin de la tactique des bolcheviks à l'époque). Le résultat fut une pétition très différente de celle envisagée au départ par les dirigeants de l'assemblée. Toute une série de revendications politiques avaient été incluses sous l'influence des social-

démocrates : outre la journée de huit heures, la liberté de rassemblement pour les ouvriers, la terre pour les paysans, la liberté d'expression et celle de la presse, la séparation de l'église et de l'Etat, la fin de la guerre russo-japonaise et la convocation d'une assemblée constituante.

La grève de Poutilov, commencée le 3 janvier, se transforma le 7 janvier en une grève générale de tout Saint-Pétersbourg. Non seulement les grandes usines, mais aussi les petits ateliers posèrent les outils ; pratiquement aucun journal ne parut. Même les rapports officiels chiffrèrent le nombre des grévistes à 100.000-150.000. « La Russie n'avait encore jamais vu une telle explosion de la lutte des classes, » écrivit Lénine.^[4]

Le dimanche 9 janvier, 200.000 ouvriers de Saint-Pétersbourg marchèrent en une procession, énorme mais pacifique, en direction du palais d'hiver, le pope Gapone à sa tête. Le tsar refusa de recevoir les pétitionnaires. Les troupes gardant le palais reçurent l'ordre de tirer sur la foule. Plus d'un millier de personnes furent tuées et près de 2.000 blessées. C'était de cette manière que le tsar entendait étouffer la révolution. Le même soir, le pope Gapone bouleversé s'adressa à la foule, déclarant : « Nous n'avons plus de tsar », et appelant les soldats à se considérer comme libres de toute obligation envers « le traître, le tsar, qui a ordonné que soit répandu le sang des innocents. » Les ouvriers apprenaient à la dure que les icônes et les portraits du tsar sont moins forts que les révolvers et les canons.

On a donné diverses interprétations aux événements du 9 janvier. La plus simple était celle du ministre de la guerre, qui voyait dans la grève de masse la main (et l'argent) d'agents anglo-japonais.

Ce ministre alla jusqu'à publier dans les journaux et à faire placarder que « des provocateurs anglo-japonais » étaient responsables des grèves parmi des hommes employés dans la manufacture d'équipement naval. Le Saint-Synode lui-même accepta cette interprétation et, le 14, fit une déclaration déplorant les récents troubles « provoqués par des pots de vin versés par les ennemis de la Russie. »^[5]

Les libéraux ne croyaient pas à l'existence d'un peuple révolutionnaire, ils expliquaient donc les événements comme le produit naturel de la personnalité de Gapone.

« Il n'y a pas encore de peuple révolutionnaire en Russie, » voilà ce que Pierre Strouvé écrivait, dans l'organe qu'il publiait à l'étranger sous le titre L'Emancipation, le 7 janvier 1905, c'est-à-dire deux jours avant que les régiments des gardes n'écrasassent la manifestation des ouvriers pétersbourgeois.^[6]

La société libérale crut longtemps que la personnalité de Gapone recélait tout le mystère du 9 janvier. On l'opposait à la social-démocratie comme un chef politique qui aurait eu le secret de séduire les masses, tandis que les social-démocrates ne formaient, disait-on, qu'une secte de doctrinaires. On oubliait qu'il n'y aurait pas eu de 9 janvier si Gapone n'avait trouvé sur son chemin plusieurs milliers d'ouvriers conscients qui avaient passé par l'école socialiste.^[7]

Lénine analysait les événements du 9 janvier d'une manière très différente. Trois jours après le Dimanche rouge, il écrivait :

La classe ouvrière a pris une grande leçon de guerre civile ; l'éducation révolutionnaire du prolétariat a fait, en l'espace d'un jour, plus de progrès qu'elle n'en aurait pu faire en des mois et des années d'existence monotone, grise et soumise.^[8]

Renversement immédiat du gouvernement, ce mot d'ordre est la réponse au massacre du 9 janvier donnée par les ouvriers de Pétersbourg, par ceux-là même qui avaient foi en le tsar. Le pope Gapone, leur chef, l'a dit après la sanglante journée :

« Nous n'avons plus de tsar. Un fleuve de sang coule entre le tsar et le peuple. Vive la lutte pour la liberté! »^[9]

Le 8 février, il répétait :

« Le 9 janvier 1905 a révélé l'immense réserve d'énergie révolutionnaire du prolétariat... », mais il ajoutait tristement : « ... et toute l'insuffisance de l'organisation social-démocrate. »^[10]

Lénine et Gapone

Au début, les social-démocrates réagirent avec lenteur au mouvement de Gapone. Ainsi, Martov déclarait :

Aussi étrange que cela puisse paraître, il faut noter que les organisations révolutionnaires de Pétersbourg ont négligé la croissance et la transformation progressive de l'organisation ouvrière légale fondée par le pope Gapone, et qui était déjà passée, en automne 1904, de la forme des « Fonds d'assistance de soutien mutuel » à des espèces de clubs de travailleurs.

Lorsqu'à la fin de décembre 1904 le groupe de Gapone est entré dans une lutte ouverte contre les industriels à la suite d'un conflit aux usines Poutilov, les social-démocrates ont été complètement dépassés par les événements.

Lorsqu'enfin les social-démocrates influencés par Gapone sont allés vers les ouvriers, on leur a tourné le dos. Leurs tracts ont été déchirés par les grévistes. Un don de 500 roubles du comité social-démocrate a même été « reçu avec réticence ».^[11]

L'isolement du comité bolchevik de Saint-Pétersbourg du mouvement en cours de développement fut noté par un de ses membres, Dorochenko :

Jusqu'aux derniers jours de décembre, moi et mes proches camarades n'avions pas eu l'occasion de visiter un seul local de l'association de Gapone. Bien plus, je ne me souviens d'aucune conversation avec des ouvriers organisés des secteurs de Vassiliev-Ostrov et de Pétersbourg concernant l'un quelconque des nôtres qui aurait visité lesdits locaux.^[12]

Au début de janvier, les ouvriers du parti du comité de Saint-Pétersbourg commencèrent à s'apercevoir de l'existence du mouvement de Gapone :

Les ouvriers, dont incontestablement la plupart étaient sous l'influence de Gapone, ne considéraient pas à cette époque la social-démocratie comme leur parti. De plus, il leur semblait que la ligne claire, sans ambiguïté de la social-démocratie les handicapait dans l'accomplissement de ce que Gapone leur recommandait de faire. Dans l'un des rendez-vous secrets de comité où nous, les ouvriers du parti, nous réunissions, Goussev nous informa des démarches engagées par le comité et retransmit ses directives nous enjoignant de noyauter dans les usines les locaux de l'association de Gapone et d'opposer aux revendications de Gapone le programme minimum du parti, en dénonçant le caractère sans espoir et absurde du projet de marche sur le palais.^[13]

Dorochenko lui-même essaya de mettre en œuvre la mission d'opposition et de dénonciation dans une réunion de la section de Gapone du secteur de la Cité le 7 janvier, mais en fut empêché par des cris de « Assez, allez-vous en, ne vous en mêlez pas, » etc. « Il me fut impossible de continuer mon intervention et je dus quitter les lieux. »^[14] De cette réunion, il alla à une conférence du comité de Pétersbourg des bolcheviks : « L'impression dominante était que la conférence ne croyait pas vraiment que la marche sur le palais aurait lieu. L'idée était que le gouvernement prendrait des mesures pour étouffer les projets de Gapone dans l'œuf. Par conséquent, il n'y avait en tout état de cause aucune certitude qu'un massacre pourrait se produire. »^[15]

Finalement, malgré tout, le comité de Saint-Pétersbourg décida que les membres du parti *devraient* participer à la procession du 9 janvier.

Pour mettre en œuvre les mesures prévues par le comité de Saint-Pétersbourg, le comité de secteur de la Cité choisit comme point de ralliement pour le 9 janvier le coin des Allées Sadovaïa et Tchernichev, où les organisateurs du sous-secteur devaient venir le matin avec leurs cercles organisés.

Le résultat fut pitoyable : « ... seul un petit groupe d'environ 15 ouvriers, pas plus, se présenta au rendez-vous. »^[16]

Malgré tout, Lénine se rendit compte dès le début que le mouvement de Gapone irait plus loin que ne l'entendaient les autorités tsaristes. Dans un article intitulé *La grève de Pétersbourg*, il écrivit :

La grève commencée le 3 janvier à l'usine Poutilov devient l'une des manifestations les plus grandioses du mouvement ouvrier... Et voilà que le mouvement Zoubatov sort de ses cadres et, déclenché par la police, dans l'intérêt de la police afin de donner un appui à l'autocratie, afin de corrompre la conscience politique des ouvriers, se retourne contre l'autocratie, aboutit à une explosion de la lutte prolétarienne de classe.

Les social-démocrates ont depuis longtemps indiqué l'inéluctabilité de ces résultats du mouvement Zoubatov. La légalisation du mouvement ouvrier, disaient-ils, nous sera sûrement profitable, à nous, social-démocrates. Elle

amènera au mouvement certains milieux ouvriers particulièrement arriérés, elle contribuera à secouer ceux que l'agitation socialiste n'eût réussi à toucher de sitôt, ceux qu'elle n'eût peut-être jamais secoués. Une fois entrés dans le mouvement, amenés à s'intéresser à leur propre sort, les ouvriers iront plus loin. L'action ouvrière légale ne sera qu'une base nouvelle, élargie, du mouvement ouvrier social-démocrate.^[17]

Une semaine plus tard, dans un article intitulé *Les premiers pas*, il élaborait sur le même thème :

(...) l'instinct révolutionnaire de la classe ouvrière et son esprit de solidarité prendront le dessus sur toutes les petites ruses policières. Les ouvriers les plus arriérés seront attirés dans le mouvement par les gens de Zoubatov, puis le gouvernement tsariste se chargera lui-même de les faire progresser ; l'exploitation capitaliste les fera passer elle-même du mouvement paisible et entièrement hypocrite de Zoubatov à la social-démocratie révolutionnaire.^[18]

Non seulement Lénine n'était pas sectaire dans son attitude envers le mouvement en cours de formation derrière Gapone, mais il était, comme d'habitude, « tombé amoureux » de Gapone lui-même. Lorsque Gapone alla à l'étranger, Lénine se montra très désireux de le rencontrer. L'entrevue ne laissa pas en lui le moindre doute sur la complète sincérité de Gapone. De nombreuses années plus tard, alors qu'il était prouvé que Gapone était un agent de la police et qu'il fut mis à mort pour ce crime par un révolutionnaire, Kroupskaïa expliquait ainsi l'engouement de Lénine :

Gapone était en quelque sorte un morceau de la révolution russe grandissante, un homme étroitement lié aux masses ouvrières qui s'étaient confiées à lui sans retour, et Vladimir Ilitch était tout ému à la pensée de se trouver en face de lui.

Un camarade s'est indigné récemment : comment Vladimir Ilitch a-t-il pu avoir affaire à Gapone !

Assurément, il eût été plus simple d'ignorer Gapone en se disant qu'il n'y a rien de bon à attendre d'un pope. Ce fut le raisonnement de Plékhanov, qui reçut Gapone avec une extrême froideur. Mais ce qui faisait précisément la force de Vladimir Ilitch, c'est qu'il considérait la révolution comme quelque chose de vivant, qu'il savait la regarder en face, en observer les formes multiples, c'est qu'il savait, comprenait ce que voulaient les masses. Or la connaissance des masses ne s'acquiert qu'à la condition de se trouver en contact avec elles. Comment Vladimir Ilitch aurait-il pu ignorer Gapone, si proche des masses, sur lesquelles il avait une telle influence !^[19]

Le 18 janvier 1905, Lénine écrivait :

Aussi ne peut-on pas exclure complètement l'idée que le pope Gapone ait pu être un socialiste-chrétien sincère et que le Dimanche sanglant l'ait précisément poussé dans la voie de l'action révolutionnaire. Nous sommes d'autant plus

enclins à l'admettre que les lettres de Gapone, écrites après la boucherie du 9 janvier et disant : « nous n'avons plus de tsar », son appel à la lutte pour la liberté, etc., sont autant de faits témoignant en faveur de sa sincérité et de son honnêteté.^[20]

Le 23 avril, il disait de Gapone : « Il m'a produit l'impression d'un homme absolument dévoué à la révolution, plein d'initiative et d'intelligence, quoique malheureusement dépourvu d'une conception révolutionnaire cohérente. »^[21]

Lénine fit des efforts pour essayer d'enseigner le marxisme à Gapone, sans le moindre succès, cependant. « Mon cher, lui ai-je dit », raconta-t-il à Kroupskaïa après son entrevue avec Gapone, « n'écoutez pas les flatteurs, instruisez-vous, sinon, voilà où vous vous trouverez — et je lui ai montré la place sous la table. »^[22]

Les autres dirigeants bolcheviks étaient beaucoup moins épris de Gapone. Par exemple, Goussiev, qui arriva de Genève à la fin de décembre ou au début de janvier, pour devenir secrétaire et dirigeant du comité de Saint-Pétersbourg, écrivait à Lénine le 5 janvier au sujet du « maudit Gapone » :

Ce pope Gapone est très certainement un zoubatoviste de la meilleure eau... Dénoncer et combattre Gapone sera la base de l'agitation que nous préparons dans la précipitation. Nous allons mettre toutes nos forces en action, même si nous devons toutes les dilapider sur la grève, car la situation nous oblige à sauver l'honneur de la social-démocratie.^[23]

Il ne changea pas d'opinion après le Dimanche rouge. Le 30 janvier, il écrivait à nouveau à Lénine :

Les ouvriers sont également un peu confus (à nouveau sous l'influence des prêches anti-révolutionnaires des mencheviks) sur l'attitude (convenable) envers Gapone. C'est un personnage douteux. Je vous ai écrit cela plusieurs fois, et plus j'y songe plus il me paraît suspect. On ne peut pas l'appeler un simple illuminé, il était zoubatoviste et collaborait avec les zoubatovistes en sachant qui ils étaient et ce qu'ils voulaient.^[24]

La lutte contre l'attitude sectaire des bolcheviks envers les syndicats et le soviet

Sur l'attitude social-démocrate envers le mouvement syndical naissant, Lénine dut se battre avec ses partisans, qui avaient une approche étroite et sectaire. Goussev, qui était proche de Lénine et du centre bolchevik à l'étranger, proposa lors d'une réunion du comité bolchevik d'Odessa, en septembre 1905, que les bolcheviks soient guidés par les règles suivantes dans leur position sur la question syndicale :

1. Dénoncer dans notre propagande et notre agitation toutes les illusions sur

les syndicats, en mettant spécialement l'accent sur leur étroitesse en comparaison avec les buts ultimes du mouvement ouvrier.

2. Clarifier auprès du prolétariat l'idée que développement large et stable du mouvement syndical est impensable sous un régime autocratique, et qu'un tel développement exige comme préalable le renversement de l'autocratie tsariste.

3. Mettre fortement l'accent, dans la propagande et l'agitation, sur le fait la tâche primordiale, absolument vitale, du prolétariat en lutte est de se préparer immédiatement à un soulèvement armé pour renverser l'autocratie tsariste et instaurer une république démocratique.

4. Mettre en œuvre une lutte idéologique énergique contre les soi-disant mencheviks, qui en reviennent, sur la question des syndicats, au point de vue étroit et erroné des Economistes, qui rabaisse les tâches de la social-démocratie et retient l'offensive du mouvement prolétarien.

Mais en même temps, ils devraient « utiliser tous les moyens pour asseoir l'influence et, si possible, la direction social-démocrate de tous les syndicats légaux ou illégaux, en train de naître ou déjà existants. » Certains membres du comité n'acceptaient pas ce dernier point. Un extrait des minutes des procès-verbaux de réunion note qu'un intervenant a déclaré :

Le camarade S. néglige le fait que le point 5 de cette résolution contredit, tous les points précédents. Que disent-ils ? Que l'on doit dénoncer, détruire, les illusions, que l'on doit, en bref, désarmer les syndicats, en d'autres termes, les détruire. Et tout d'un coup le point 5 parle de direction. [\[25\]](#)

En fait, Goussev parvint à surmonter les objections, et la résolution fut adoptée à l'unanimité et envoyée à Lénine à Genève.

Mais Lénine n'aimait pas du tout cette résolution. Le 3 septembre 1905, il écrivit au comité d'Odessa qu'elle était « gravement erronée ».

A mon avis, d'une manière générale, il faut éviter d'aggraver la lutte contre les mencheviks sur cette question. A présent, probablement, les syndicats vont justement commencer à éclore. Nous ne devons pas nous tenir à l'écart, et surtout pas donner l'occasion de penser qu'il faut se tenir à l'écart, mais nous mettre à participer, à influencer, etc... Il est important que dès le départ les social-démocrates russes fassent résonner la note juste en ce qui concerne les

syndicats, et créent tout de suite une tradition d'initiative sur cette question, de participation, de direction social-démocrate.^[26]

Quelques mois plus tard, il formula une résolution dans le même esprit pour le Congrès (« d'unification ») de Stockholm d'avril-mai 1906 :

1. toutes les organisations du parti doivent faciliter la formation de syndicats sans-parti, et encourager à y rentrer tous les membres du parti représentants de profession intéressée ;
2. le parti doit tendre par tous les moyens à éduquer les ouvriers militant dans les syndicats dans l'esprit d'une large compréhension de la lutte de classe et des tâches socialistes du prolétariat, afin de conquérir dans la pratique, par son activité, un rôle dirigeant dans ces syndicats et, enfin, de faire en sorte que ceux-ci puissent, dans certaines conditions, se joindre directement au parti sans exclure pour autant leurs membres sans-parti.^[27]

Encore plus cruciale que cette lutte contre l'attitude sectaire de certains dirigeants bolcheviks envers les syndicats fut la bataille que Lénine mena contre pratiquement tout le comité de Saint-Pétersbourg sur la question du soviet qui venait de s'établir. Le Soviet de Saint-Pétersbourg des Députés Ouvriers était le produit de la grève générale d'octobre 1905. Il avait été créé à Moscou par une petite grève de typographes, qui demandaient quelques kopecks de plus par millier de lettres et à être payés pour les signes de ponctuation. La grève se répandit spontanément dans tout le pays. L'initiative de la création du soviet de Saint-Pétersbourg fut prise par les mencheviks, qui n'avaient de toute manière aucune idée de l'effet que leur décision aurait sur le long terme. Le comité de Saint-Pétersbourg des bolcheviks, pour sa part, manifestait envers le soviet une hostilité extrême.

Krassikov aurait prévenu les agitateurs bolcheviks contre « cette nouvelle intrigue des mencheviks... un comité zoubatoviste indépendant des partis. »^[28] [Bogdanov](#), s'exprimant en tant que chef du Bureau russe, le plus important dirigeant bolchevik en Russie, proclamait que le soviet, qui comportait des hommes de diverses opinions politiques, pouvait facilement devenir le noyau d'une parti ouvrier indépendant antisocialiste.^[29] Il basait son jugement sur une remarque de « Nina Lvovna » (M. M. Essen, membre influente du comité de Saint-Pétersbourg) et sur des résolutions adoptées dans quelques réunions de secteur :

Je me souviens des mots de « Nina Lvovna » : « Mais où intervenons-nous ? Alors il nous faut compter avec eux ! Le soviet édicte des décrets, et nous traînons derrière, nous ne pouvons élaborer nos propres décrets, » etc.

Ceci se reflétait aussi dans les résolutions des réunions de secteur, en particulier de la Petersbourgskaja Storona, où les dirigeants étaient Dorochenko ... et le

bolchevik Mendeleïev, maintenant le menchevik bien connu Schwarz-Monoszon.

Ils exigeaient que le soviet, soit se transforme en une organisation syndicale, soit accepte notre programme et fusionne dans les faits avec l'organisation du parti.^[30]

L'attitude du comité de Saint-Pétersbourg envers le soviet était négative. Certains membres voulaient qu'il soit boycotté comme sans nécessité étant donné l'existence du parti, alors que d'autres étaient en faveur de rejoindre le soviet, d'y faire rentrer autant de bolcheviks que possible, et de « faire exploser le soviet de l'intérieur » — également au motif qu'il était « sans nécessité ».^[31] Lors d'une réunion du comité exécutif bolchevik

... le 29 octobre, l'un des 15 membres refusa d'y participer parce que « le principe électif ne pouvait garantir sa conscience de classe et son caractère social-démocrate. » Quatre votèrent contre la participation au soviet s'il n'acceptait pas le programme social-démocrate. Neuf votèrent pour la participation et deux s'abstinrent.^[32]

Une raison de l'attitude négative des bolcheviks de Saint-Pétersbourg envers le soviet en octobre 1905 était le fait que les mencheviks y étaient favorables. « Dénonçant l'inconsistance et l'absence de principes des mencheviks, les bolcheviks entendaient boycotter le soviet. »^[33]

Le comité central bolchevik, alors à Saint-Pétersbourg, envoya le 27 octobre une « Lettre à toutes les organisations du parti » dans laquelle il avertissait du danger représenté par

... des organisations ouvrières politiquement amorphes et socialistiquement immatures créées par le mouvement révolutionnaire spontané du prolétariat... Chacune de ces organisations représente un certain stade dans le développement politique du prolétariat, mais si elle reste en dehors de la social-démocratie, elle présente, objectivement, le danger de maintenir le prolétariat à un niveau politique primitif, le mettant ainsi sous la dépendance des partis bourgeois.

L'une de ces organisations était le Soviet des députés ouvriers de Saint-Pétersbourg. Le comité central demanda aux membres social-démocrates du soviet : (1) d'inviter le soviet à accepter le programme du POSDR et, ceci accompli, de reconnaître l'autorité du parti et « de se dissoudre finalement en lui » ; (2) si le soviet refusait d'accepter le programme, le quitter et dénoncer la nature anti-prolétarienne de ces organisations ; (3) si le soviet, tout en refusant d'accepter le programme, se réservait le droit de décider de ses prises de position politiques au cas par cas, rester dans le soviet mais se réserver le droit de s'exprimer sur « l'absurdité d'une telle direction politique. »^[34]

Quelques jours plus tard, le camarade Anton (Krassikov), amena effectivement au soviet la proposition au nom des bolcheviks d'accepter le programme du parti et de reconnaître son autorité. Pour autant que je me souviens, le débat fut très bref. Khroustalev émit des objections. La proposition de Krassikov reçut très peu de soutien. Mais, contrairement au plan de Bogdanov, les bolcheviks ne

Il fallut l'intervention de Lénine pour rappeler à l'ordre la direction bolchevique de Saint-Pétersbourg — pour les tirer de l'impasse d'une attitude complètement sectaire envers le soviét. Il demeura à l'étranger pour encore presque un mois après sa création. Sur son chemin vers Saint-Pétersbourg, où il arriva le 8 novembre, il passa près d'une semaine à Stockholm, où il écrivit un article, [Nos tâches et le Soviet des députés ouvriers \(lettre à la rédaction\)](#), destiné au journal bolchevik *Novaïa Jizn*. Dans cet article, il disait :

... le Soviet des députés ouvriers ou le Parti ? Je pense qu'on ne saurait poser ainsi la question ; qu'il faut aboutir absolument à cette solution : et le Soviet des députés ouvriers et le Parti. La question — très importante — est seulement de savoir comment partager et comment coordonner les tâches du Soviet et celles du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Il me semble que le Soviet aurait tort de se joindre sans réserve à un parti quelconque.^[36]

Le soviét menait une lutte à la fois économique et politique. De la première, Lénine disait :

Faut-il que ce combat soit livré par les seuls social-démocrates ou uniquement sous le drapeau social-démocrate ? Il me semble que non ; je continue à m'en tenir à l'opinion que j'ai émise (en des circonstances, il est vrai, tout à fait différentes, déjà dépassées) dans *Que faire ?*, à savoir qu'il n'est pas utile de limiter l'effectif des syndicats et, par conséquent, l'effectif des participants à la lutte revendicative, économique, aux seuls membres du Parti social-démocrate.^[37]

Et il continue en traitant de la lutte politique :

... il me paraît inutile d'exiger du Soviet des députés ouvriers qu'il adopte le programme social-démocrate et adhère au Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Je pense que pour diriger la lutte politique, le Soviet (...) comme le Parti sont tous deux absolument nécessaires à l'heure actuelle.^[38]

Lénine proclame, de manière prophétique, que le soviét est non seulement une nouvelle forme d'organisation du prolétariat en lutte, mais aussi la forme du futur pouvoir révolutionnaire des ouvriers et des paysans.

(...) il me semble que sous le rapport politique le Soviet des députés ouvriers doit être envisagé comme un embryon du *gouvernement révolutionnaire provisoire*. Je pense que le Soviet doit se proclamer au plus tôt gouvernement révolutionnaire provisoire de l'ensemble de la Russie ou bien (ce qui revient au même, mais sous une forme différente), il doit *créer* un gouvernement révolutionnaire provisoire.^[39]

Pour parvenir à cela, le soviét devait élargir sa base ; il devait

... [attirer]^[40] absolument à cet effet de nouveaux députés, non pas seulement désignés par les ouvriers, mais, d'abord par les matelots et les soldats qui partout tendent déjà à la liberté ; en second lieu, par les paysans révolutionnaires ; en troisième lieu, par les intellectuels bourgeois révolutionnaires... Nous ne craignons pas une composition aussi étendue et aussi diverse, nous la souhaitons même, car sans alliance du prolétariat et de la paysannerie, sans un rapprochement combatif des social-démocrates et des démocrates révolutionnaires, le plein succès de la grande révolution russe serait impossible.^[40]

Cette importante lettre fut rejetée par le rédacteur en chef de la *Novaïa Jizn* — elle ne parut dans la *Pravda* que 34 ans plus tard — le 5 novembre 1940.

Ainsi, dès le départ, l'appréciation de Lénine du futur rôle historique des soviets était beaucoup plus avancée que celle des participants. Pour lui, le soviet n'était pas seulement une nouvelle forme d'organisation du prolétariat en lutte ; c'était la forme du futur pouvoir des travailleurs. Il n'élabora pas cette idée dans le vide. Il articula et généralisa ce que de nombreux travailleurs sentaient instinctivement. L'anecdote suivante, issue de l'histoire de la Révolution de 1905 due à la plume de Trotsky, illustre ce sentiment de la base.

Un vieux cosaque, du fond du gouvernement de Poltava, envoya une plainte au soviet contre l'injustice des princes Repnine qui pendant vingt-huit ans l'avaient exploité comme comptable et lui avaient ensuite donné congé sans motif : le vieux suppliait le soviet de faire pression sur les princes Repnine ; l'adresse de cette curieuse supplique était ainsi libellée : Pétersbourg, Direction ouvrière ; et cependant la poste révolutionnaire, sans hésiter, remit le pli à destination.^[41]

Un an après avoir écrit l'important article cité plus haut, et après l'expérience du soulèvement de décembre 1905 à Moscou, Lénine développa plus en profondeur l'idée de la relation entre le soviet et le gouvernement révolutionnaire. Dans l'article cité, il proclamait que le soviet était la forme du gouvernement révolutionnaire de l'avenir. Un an plus tard, il ajoutait que le soviet ne pouvait pas exister indépendamment de la situation révolutionnaire immédiate, mais aussi qu'il n'était pas capable, par lui-même, d'organiser l'insurrection armée.

L'expérience d'octobre-décembre a donné (...) les indications les plus édifiantes. Les Soviets des députés ouvriers sont des organes de la lutte directe de masse. Ils ont été créés comme des organes de lutte par la grève. Sous la pression de la nécessité, ils sont rapidement devenus des organes de lutte révolutionnaire générale contre le gouvernement. Ils se sont trouvés irrésistiblement transformés, par la suite des événements — la grève devenant un soulèvement —, en organes insurrectionnels. Tel est bien le rôle que jouèrent en décembre des nombreux « soviets » et « comités », c'est un fait absolument incontestable. Et les événements ont montré de la façon la plus claire et la plus convaincante qu'en temps de lutte, la force et la valeur de ces organes dépendent entièrement de la force et du succès de l'insurrection.

Ce n'est pas une théorie quelconque, ce ne sont pas des appels lancés par qui

que ce soit, ce n'est pas une tactique inventée à plaisir, ni une doctrine de parti, c'est la force des choses qui a amené ces organes sans-parti, ces organes de masse, à la nécessité d'un soulèvement et qui en a fait des organes insurrectionnels...

Puisqu'il en est ainsi — et il n'y a pas de doute là-dessus — une déduction s'impose clairement : pour organiser l'insurrection, les « soviets » et autres institutions de masse de ce genre sont encore insuffisants. Ils sont indispensables pour grouper les masses, pour les unir en vue du combat, pour transmettre les mots d'ordre et la direction politique du parti (ou des partis qui se seraient mis d'accord), pour intéresser, éveiller, attirer les masses. Mais ils sont insuffisants pour organiser directement les forces de combat, pour organiser l'insurrection dans le sens le plus strict du mot.^[42]

Ce passage montre une extraordinaire compréhension de la relation stratégique entre les soviets et l'insurrection armée — et ce sur la base de quelques semaines d'expérience! L'histoire de 1917 est pratiquement racontée là en deux mots.

Les soviets comportent pratiquement la totalité de la classe ouvrière. Par conséquent, bien qu'ils ne surgissent que dans une situation révolutionnaire, ils ne sont pas nécessairement dirigés par des révolutionnaires. Ils peuvent très bien être menés par des opposants à la révolution. C'était le cas de la Russie après Février 1917 — où ils soutenaient le gouvernement provisoire bourgeois et son effort de guerre impérialiste. C'était le cas en Allemagne en 1918, où le Conseil ouvrier de Berlin non seulement exclut [Rosa Luxemburg](#) et [Karl Liebknecht](#), mais soutenait également le gouvernement capitaliste qui décapita la révolution et assassina ces deux dirigeants exceptionnels.

Le parti révolutionnaire représente la section avancée de la classe ouvrière. Pour le pouvoir des travailleurs, on a besoin d'une certaine combinaison du parti et des soviets. Par conséquent, « les soviets et autres institutions de masse semblables sont en eux-mêmes insuffisants pour organiser un soulèvement. » Mais il y a une autre raison. Même si les soviets sont sous l'influence du parti révolutionnaire, comme en 1917, ils ne peuvent par eux-mêmes organiser une insurrection. Ils manquent de l'homogénéité qui est vitale pour l'action brusque d'une insurrection armée. Ils sont nécessaires pour donner un caractère légal à l'insurrection. « Mais ils sont insuffisants ... pour organiser l'insurrection dans le sens le plus strict du mot », comme Lénine l'exprima si clairement de nombreuses années avant 1917.

Il est utile de comparer la claire formulation de Lénine avec une analyse des leçons de 1905 par Rosa Luxemburg et Léon Trotsky. Rosa Luxemburg, qui a participé à la Révolution de 1905, ne mentionne, dans son livre remarquable [Grève de masse, parti et syndicat](#), à aucun moment les soviets. Il fallut attendre 1918 pour qu'elle apprécie leur rôle en tant que forme de gouvernement des travailleurs.

Rosa Luxemburg ne reconnaissait aucun rôle gouvernemental aux soviets... même si elle était bien consciente de leur signification ; ils étaient des instruments spontanés de la lutte mais n'avaient pas vocation à être intégrés à une structure institutionnelle permanente. Cette conception des soviets comme moyen plutôt que fin dominait encore la pensée du Spartakusbund en Allemagne 12 ans plus tard, et ce n'est que lorsque les dirigeants spartakistes ont dû faire

face à une revendication intempestive du SPD pour une assemblée constituante qu'ils ont accordé un rôle plus positif et permanent aux conseils d'ouvriers et de soldats — inspirés par l'exemple russe !^[43]

Trotsky, qui était président du Soviet de Saint-Pétersbourg en 1905, et qui prédisait le contenu socialiste de la future révolution russe, écrivant en prison immédiatement après la révolution, décrivait clairement le rôle gouvernemental du soviét :

(...) cette organisation n'était autre que l'embryon d'un gouvernement révolutionnaire... Avant l'existence du soviét, nous trouvons parmi les ouvriers de l'industrie de nombreuses organisations révolutionnaires... Mais ce sont des formations à l'intérieur du prolétariat ; leur but immédiat est de lutter pour acquérir de l'influence sur les masses. Le soviét devient immédiatement l'organisation même du prolétariat ; son but est de lutter pour la conquête du pouvoir révolutionnaire... Le soviét, c'est le premier pouvoir démocratique dans l'histoire de la nouvelle Russie. Le soviét, c'est le pouvoir organisé de la masse même au-dessus de toutes ses fractions. C'est la véritable démocratie, non falsifiée, sans les deux chambres, sans bureaucratie professionnelle, qui conserve aux électeurs le droit de remplacer quand ils le veulent leurs députés. Le soviét, par l'intermédiaire de ses membres, les députés que les ouvriers ont élus, préside directement à toutes les manifestations sociales du prolétariat dans son ensemble ou dans ses groupes, organise son action, lui donne un mot d'ordre et un drapeau.^[44]

Pourtant, étrangement, après que quelques mois se soient écoulés et les soviets n'étant plus une présence immédiate, Trotsky, réfléchissant aux leçons de la Révolution de 1905, dans son livre [Bilan et perspectives](#) (1906), ne mentionnait même pas les soviets. Il ne faisait aucun effort pour identifier la forme que le gouvernement ouvrier révolutionnaire devait prendre : « (...) la révolution, c'est avant tout la question du pouvoir — non de la forme de l'Etat (assemblée constituante, république, Etats unis), mais du contenu social du gouvernement. »^[45] Il pouvait décrire le soviét qui était apparu, mais il n'avait pour lui pas d'autre signification que celle d'un phénomène historique.

Pour les mencheviks, qui le créèrent, le Soviet de Saint-Pétersbourg n'était ni une organisation de lutte pour le pouvoir, ni une forme gouvernementale. Pour eux, c'était simplement un « parlement prolétarien », un « organe d'auto-administration révolutionnaire », etc.

Notes

[1] S.S. Harcave, *First Blood : the Russian Revolution of 1905*, London 1965, p. 23.

[2] Pokrovsky, *op. cit.*, vol.2, pp. 52-53.

[3] Lenin, [Об Оценке Текущего Момента](#), 1908.

[4] Lénine, « Journées révolutionnaires », *Œuvres*, vol.8, p. 114.

[5]Harcave, op. cit., p. 97.

[6]Trotsky, [1905](#), Paris 1969, p. 76.

[7]ibid., pp. 75-76.

[8]Lénine, *Œuvres*, vol.8, p. 90.

[9]ibid., p. 91.

[10]ibid., p. 163-164.

[11]Tretii sezd RSDRP, op. cit., p. 54. (Source non exacte, la source exacte n'a pas pu être trouvée, note de la MIA).

[12]N. Dorochenko, « Роль социал-демократической организации в январских событиях », *Красная летопись*, no.3, 1925, p. 211, cité in Schwarz, op. cit., pp. 68-69.

[13]Dorochenko, op. cit., p. 212.

[14]ibid., pp. 213-4.

[15]ibid., p. 214.

[16]ibid., p. 215 ; Schwarz, op. cit., pp. 68-70.

[17]Lénine, *Œuvres*, vol.8, p. 84-85.

[18]ibid, pp. 110-111.

[19]NK Kroupskaïa, [Souvenirs sur Lénine](#).

[20]Lénine, *Œuvres*, vol.8, p. 101.

[21]ibid., p. 419.

[22]NK Kroupskaïa, [Souvenirs sur Lénine](#).

[23]« Переписка Н. Ленина и Н. К. Крупской с С. И. Гусевым », *Пролетарская Революция*, No.2(37), 1925, pp. 23-4 ; Schwarz, op. cit., p. 66.

[24]ibid., p. 36 ; Schwarz, ibid.

[25]ibid., p. 62 ; Schwarz, ibid, pp. 157-58.

[26]Lénine, « [С. И. Гусеву](#) », tome 47 de la cinquième édition en russe des *Œuvres*.

[27]Lénine, *Œuvres*, vol.10, p. 163.

[28]V.S. Voitinsky, *Годы побед и поражений*, Moscou 1923, cité in J.L.H. Keep, *The Rise of Social Democracy in Russia*, London 1964, p. 230.

[29]Voitinsky, op. cit., p. 194 ; Keep, op. cit., p. 231.26.

[30]B.I. Gorev, *Из партийного прошлого*, Leningrad 1924, pp. 75-76 ; Schwarz, op. cit., p.

[31]Schwarz, *ibid.*, pp. 180-81.

[32]*Новая Жизнь*, n°.5, novembre 1905 ; Lane, p. 88.

[33]p. Gorin, *Очерки по истории Советов Рабочих Депутатов в 1905 г.*, Moscou 1925, p. 60 ; Schwarz, *op. cit.*, p. 181.

[34]V.I. Nevsky, *Советы и вооруженное восстание в 1905 году*, pp. 39-40, 70 ; Schwarz, *op. cit.*, pp. 183-84.

[35]In Sverchkov, *На заре революции*, Moscou 1921, pp. 6-7 (édition de 1925, p. 13) ; la lettre de Trotsky y figure comme préface.

[36]Lénine, *Œuvres*, vol.10, p. 11-12.

[37] *ibid.*, p. 12.

[38] *ibid.*, p. 13.

[39]*ibid.*

[40]*ibid.*, p. 16.

[41]Trotsky, [1905](#), *op. cit.*, p. 200. En fait, trois jours après le « Dimanche rouge », Lénine avait déjà mis en avant le besoin de comités populaires démocratiques pour mener la lutte : « Des comités révolutionnaires se formeront dans chaque fabrique, dans chaque quartier, dans chaque bourgade importante. Le peuple insurgé renversera les institutions gouvernementales, quelles qu'elles soient, de l'autocratie tsariste, et annoncera la convocation immédiate de l'Assemblée constituante. » (Lénine, *Œuvres*, vol.8, p. 92)

[42]Lénine, « La dissolution de la Douma et les tâches du prolétariat », *Le prolétariat et sa dictature*, Union Générale d'Éditions, Paris 1970, pp. 147-148.

[43]Nettl, *op. cit.*, vol.1, p. 340.

[44]Trotsky, [1905](#), *op. cit.*, pp. 222, 224-225.

[45]Trotsky, [Bilan et perspectives](#), in *ibid.*, p. 470.